

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

THERANEXUS
Société anonyme au capital de 94.397,52 euros
Siège social : Pépinière Laennec – bureau n° 3E – Niveau 1
60 avenue Rockefeller – 69008 Lyon
791 889 777 RCS Lyon
(la « Société » ou « Theranexus »)

Avis aux actionnaires

Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires par émission d'actions nouvelles

OBJET DE L'INSERTION – La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la Société :

- de l'émission avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires d'un maximum de 4 356 804 actions nouvelles (les « Actions Nouvelles ») au prix unitaire de 1,80 euro pour un montant brut total maximum de 7 842 247,20 euros, à raison de 6 Actions Nouvelles pour 13 droits préférentiels de souscription (« DPS »), et
- de l'admission sur Euronext Growth Paris des DPS et des Actions Nouvelles.

CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination sociale – THERANEXUS

Forme de la société – Société anonyme à Conseil d'administration.

Numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés – 791 889 777 RCS Lyon

Adresse du siège social – Pépinière Laennec – bureau n° 3E – Niveau 1, 60 avenue Rockefeller – 69008 Lyon

Montant du capital social – Le capital social est fixé à 94 397,52 euros. Il est divisé en 9 439 752 actions de 0,01 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Objet social – La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- la recherche, le traitement, la transformation, l'expérimentation dans le domaine de la santé et de la chimie fine, de la thérapeutique humaine et animale ;
- l'achat et la vente de toutes matières premières et produits nécessaires à l'exercice de ces activités ;
- la recherche, l'étude, la mise au point de produits, de techniques et procédés nouveaux ;
- la recherche, la commercialisation de tous produits chimiques, biologiques, et des médicaments issus des recherches ;
- l'obtention ou l'acquisition de tous droits de propriété industrielle couvrant les résultats obtenus et, en particulier, le dépôt de tous brevets, marques de fabrique et modèles, procédés ou inventions ;
- l'exploitation directe ou indirecte, l'achat, la cession à titre gratuit ou onéreux, la mise en dépôt ou en gage de tous droits de propriété industrielle et, en particulier, de tous brevets, marques de fabrique et modèles, procédés ou inventions ;
- toutes prestations de services liées auxdits domaines, et notamment le conseil et l'assistance et la formation.

Elle pourra à cet effet :

- participer par voie de création de sociétés nouvelles, de filiales, de fusion, d'apport, de participation, de souscription d'actions, de parts, de titres ou d'obligations, de location-gérance de fonds de commerce ou de toute autre manière dans toute entreprise ou société ayant un objet similaire ou connexe ;
- et généralement, réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou à tous objets similaires connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Durée – la Société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire.

Législation applicable – Theranexus est une société anonyme à conseil d'administration régie par la loi française.

Exercice social – du 1er janvier au 31 décembre.

Bilan – le bilan social arrêté au 31 décembre 2024 est publié en annexe.

Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne – Néant

Obligations convertibles en actions – Néant

Montant non amorti des autres obligations émises par la Société – Néant

Forme des actions – Les actions entièrement libérées revêtent la forme nominative ou au porteur, au choix de chaque actionnaire en ce qui le concerne, sous réserve, toutefois, de l'application des dispositions légales relatives à la forme des actions détenues par certaines personnes physiques ou morales. Les actions non entièrement libérées revêtent obligatoirement la forme nominative. Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. La propriété des actions délivrées sous la forme nominative résulte de leur inscription en compte nominatif.

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR0013286259.

Cession des Actions – identification des porteurs de titres – Les actions inscrites en compte se transmettent librement par virement de compte à compte, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La Société pourra en outre, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, à tout organisme habilité, le nom, ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont ces titres peuvent être frappés.

Droits et obligations attachés aux actions – Les droits et obligations attachés à l'action suivent celle-ci, dans quelque main qu'elle passe et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir et, le cas échéant, la quote-part des réserves et des provisions.

La propriété de l'action entraîne, *ipso facto*, l'approbation par le titulaire des présents statuts ainsi que celle des décisions des assemblées générales d'actionnaires.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sous réserve de l'application des dispositions légales et réglementaires. Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même titulaire.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émissions, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en raison d'actions d'anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Tout actionnaire peut, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Société renoncer temporairement ou à titre définitif, à tout ou partie de ses droits de vote double. Cette renonciation prend effet le troisième jour ouvrable suivant la réception par la société de la lettre de renonciation.

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices, et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions, qu'elles soient ou non de préférence, ou valeurs mobilières pour exercer un droit quelconque, les actionnaires ou titulaires de valeurs mobilières font leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions ou de valeurs mobilières nécessaire.

Assemblées Générales – Les assemblées générales sont convoquées et réunies dans les conditions fixées par la loi.

Lorsque la société souhaite recourir à la convocation par télécommunication électronique aux lieu et place d'un envoi postal, elle doit préalablement recueillir l'accord des actionnaires intéressés qui indiqueront leur adresse électronique.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Le droit de participer aux assemblées est régi par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et est notamment subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée, peut choisir entre l'une des trois formules suivantes à chaque fois dans les conditions prévues par la loi et les règlements :

- donner une procuration dans les conditions autorisées par la loi et la réglementation,
- voter par correspondance, ou
- adresser une procuration à la Société sans indication de mandat.

Le conseil d'administration peut organiser, dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur, la participation et le vote des actionnaires aux assemblées par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication, y compris internet, permettant leur identification en complément ou à l'exclusion de toute autre modalité de participation. Si le conseil d'administration décide d'exercer cette faculté pour une assemblée donnée, il est fait état de cette décision du conseil dans l'avis de réunion et/ou de convocation. Toutefois, s'agissant exclusivement des assemblées générales extraordinaires, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 25 % du capital social peuvent s'opposer à ce qu'il soit recouru exclusivement à un moyen de télécommunication permettant leur identification. Ce droit d'opposition est exercé après la publication de l'avis de convocation, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Les actionnaires participant aux assemblées par visioconférence ou par l'un quelconque des autres un moyen de télécommunication permettant leur identification, visés ci-dessus, selon le choix du conseil d'administration, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les actionnaires qui utilisent, le formulaire électronique de vote proposé sur le site internet mis en place par le centralisateur de l'assemblée, sont réputés présents. La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site grâce à un code identifiant et à un mot de passe. La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par le directeur général, par un directeur général délégué s'il est administrateur, ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents, et acceptant ces fonctions, qui disposent du plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

L'assemblée générale ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale ordinaire réunie sur deuxième convocation délibère valablement quelque soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

L'assemblée générale extraordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale extraordinaire, réunie sur deuxième convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général ou par le secrétaire de l'assemblée.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires exercent leurs pouvoirs respectifs dans les conditions prévues par la loi.

Bénéfice – Réserve légale – Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est obligatoirement fait un prélèvement d'au moins cinq pour cent (5 %) affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

Dividendes – S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'approuvés par l'assemblée générale, l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer sous forme de dividendes. Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes seront prélevés en priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice. L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice pourra accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions. De la même façon, l'assemblée générale ordinaire, statuant dans les conditions prévues à l'article L. 232-12 du Code de commerce pourra en cas de mise en paiement à chaque actionnaire d'un acompte sur dividendes décidé par le conseil d'administration et pour tout ou partie dudit acompte sur dividende, autoriser le conseil d'administration à accorder une option entre le paiement de l'acompte sur dividende en numéraire ou en actions. L'offre de paiement en actions, le prix et les conditions d'émission des actions ainsi que la demande de paiement en actions et les conditions de réalisation de l'augmentation de capital seront régis par la loi et les règlements. Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié conforme par le ou les commissaires aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des présents statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice ainsi que d'en fixer le montant et la date de répartition. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au présent alinéa. Dans ce cas, le conseil d'administration ne pourra faire usage de l'option décrite aux alinéas ci-dessus.

CADRE JURIDIQUE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Prospectus – En application des dispositions de l'article L. 411-2-1, 1° du Code monétaire et financier et de l'article 211-2 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), la présente émission ne donnera pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'AMF car le montant total de l'offre calculé sur une période de douze mois ne dépasse pas 8 000 000 euros.

Assemblée générale ayant autorisé l'émission – L'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires qui s'est tenue le 26 juin 2025 a délégué sa compétence au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions fixées dans la onzième résolution.

Décision du conseil d'administration de faire usage de la délégation conférée par l'assemblée générale pour procéder à l'émission – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'assemblée générale visée ci-dessus, le conseil d'administration de la Société, lors de sa séance du 22 octobre 2025, a approuvé le principe d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans la limite d'un montant nominal maximum de 43.568,04 euros par émission d'un nombre maximum de 4.356.804 actions ordinaires d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro, pouvant être augmenté d'un montant nominal global maximum de 10.611,20 euros par émission de 1.061.120 actions ordinaires d'une valeur nominale unitaire de 0,01 euro en cas d'exercice et d'acquisition de la totalité des droits donnant accès au capital de la Société. Le conseil d'administration a précisé que les actionnaires actuels pourront exercer leurs droits préférentiels de souscription, dans la proportion de 6 actions nouvelles pour 13 actions détenues. Les actionnaires pourront souscrire à l'augmentation de capital à titre irréductible et à titre réductible, leur droit de souscription à titre réductible s'exerçant proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes. En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées, toute personne, détenant ou non des droits préférentiels de souscription, pourra souscrire à l'augmentation de capital à titre libre. Les actions offertes devraient être souscrites en numéraire et être libérées intégralement au moment de leur souscription et porteraient jouissance courante à la date de leur émission et donneront droit, à compter de leur émission, à toutes distributions décidées par la Société à compter de cette date.

Si les souscriptions reçues à l'issue de la période de souscription n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, il pourra être fait usage de la faculté de réduire le montant de l'augmentation de capital à hauteur du montant des souscriptions reçues dans la limite de 75 % du montant initial de l'augmentation de capital décidée, et/ou de la faculté de répartir les actions non souscrites librement totalement ou partiellement.

Le conseil d'administration a délégué, jusqu'au 30 novembre 2025, tous pouvoirs, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du code de commerce, au directeur général de la Société, à l'effet de procéder dans les conditions et limites susvisées, à la réalisation de l'émission considérée, ou d'y surseoir le cas échéant, en fonction des conditions de marché, et notamment aux fins de :

- fixer les termes définitifs de l'augmentation de capital, y compris le prix d'émission des actions à émettre, en fixer le nombre, fixer le calendrier définitif de l'opération, les dates, les délais et les conditions de souscription des actions nouvelles,
- d'effectuer toute démarche, préparer, signer et déposer tout document et toute demande qu'il jugera nécessaire ou appropriée à la mise en œuvre de cette opération auprès de toute autorité compétente, de prendre toutes les mesures nécessaires à l'augmentation de capital et à l'admission des actions nouvelles sur le marché Euronext Growth d'Euronext à Paris,
- de constater la réalisation de l'augmentation de capital et de procéder aux modifications corrélatives des statuts ainsi qu'à toutes formalités y afférentes,
- de procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur le montant des primes qui y sont afférentes, et
- d'effectuer toutes formalités et, plus généralement, de faire tout ce qui sera nécessaire pour mener à bien l'augmentation de capital, passer toute convention pour parvenir à la bonne fin de l'émission envisagée.

Décision du directeur général de faire usage de la subdélégation conférée par le conseil d'administration de procéder à l'émission - Par décisions en date du 23 octobre 2025, le directeur général a fait usage de la subdélégation susvisée et au vu des résultats de la confrontation de l'offre et des demandes, décidé de procéder à une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Caractéristiques et modalités de souscription des actions nouvelles (« Actions Nouvelles »)

Montant de l'émission – Nombre d'Actions Nouvelles à émettre – Le montant total de l'émission de 4 356 804 Actions Nouvelles représente 7 842 247,20 euros (soit une augmentation de capital d'une valeur nominale totale de 43 568,04 euros et une prime d'émission totale de 7 798 679,16 euros).

Prix de souscription – Le montant de souscription unitaire d'une Action Nouvelle est de 1,80 euros (soit 0,01 euro de nominal et 1,79 euros de prime d'émission) représentant une décote de 29,41 % par rapport au cours de clôture de l'action de la Société le 22 octobre 2025 (2,55 euros), jour de fixation du prix de l'émission par le directeur général, et une décote de 22,18 % par rapport à la valeur théorique de l'action de la Société ex-droit.

Période de souscription des Actions Nouvelles – La souscription des Actions Nouvelles sera ouverte du 29 octobre au 7 novembre 2025 inclus.

Droit préférentiel de souscription à titre irréductible — La souscription des Actions Nouvelles sera réservée, par préférence, aux propriétaires des actions existantes enregistrées comptablement sur leurs compte-titres à l'issue de la journée comptable du 24 octobre 2025, et aux cessionnaires de droits préférentiels de souscription (« DPS »).

Les titulaires de DPS pourront souscrire à titre irréductible, à raison de six (6) Actions Nouvelles pour treize (13) actions existantes possédées, soit 13 DPS qui permettront de souscrire à 6 Actions Nouvelles, sans qu'il soit tenu compte des fractions.

Les DPS ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles. Les actionnaires ou cessionnaires de DPS qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition ou de la cession sur le marché du nombre de DPS permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

Les DPS formant rompus pourront être cédés sur le marché pendant la période de cotation des DPS.

Droit préférentiel de souscription à titre réductible — Il est institué, au profit des actionnaires, un DPS à titre réductible aux Actions Nouvelles qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes.

En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de DPS pourront souscrire à titre réductible le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'Actions Nouvelles résultant de l'exercice de leurs DPS à titre irréductible. Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible seront servis dans la limite de leurs demandes et au prorata du nombre d'actions existantes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Action Nouvelle.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'Actions Nouvelles lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses DPS que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des Actions Nouvelles à titre réductible.

Un avis publié par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées pour les souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées sans intérêt aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

Demande de souscription à titre libre — Toute personne physique ou morale, détenant ou non des DPS, pourra souscrire à l'Augmentation de Capital à titre libre. Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant. Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'Augmentation de Capital, étant précisé que le conseil d'administration (avec faculté de subdélégation) disposera de la faculté de répartir librement les Actions Nouvelles non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre.

Exercice du droit préférentiel de souscription – Pour exercer leurs DPS, les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité, à tout moment pendant la durée de la période de souscription, soit entre le 29 octobre 2025 et le 7 novembre 2025 inclus et payer le prix de souscription correspondant.

Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure. Le DPS devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription. Le DPS sera négociable du 27 octobre 2025 au 5 novembre 2025 inclus, dans les mêmes conditions que les actions anciennes.

Le cédant du DPS s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du DPS ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action existante. Les DPS non exercés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez UPTÉVIA - 90-110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions Nouvelles.

Cotation du droit préférentiel de souscription (DPS) – A l'issue de la séance de Bourse du 24 octobre 2025, il sera enregistré sur les compte-titres des actionnaires de la Société 1 DPS pour chaque action détenue (soit au total 9 439 752 DPS émis). Chaque actionnaire détenant 13 DPS (et des multiples de ce nombre) pourra souscrire à 6 Actions Nouvelles (et des multiples de ce nombre) au prix unitaire de 1,80 euros.

Ils seront cotés et négociés sur le marché Euronext Growth, sous le code ISIN FR0014013QO4 du 27 octobre au 5 novembre 2025 inclus. A défaut de souscription ou de cession de ces DPS, ils deviendront caducs à l'issue de la période de souscription et leur valeur sera nulle.

Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues par la Société – A titre indicatif, il est précisé que la Société détient, au 22 octobre 2025, 35 336 de ses propres actions.

Ré-allocation par le conseil d'administration des actions nouvelles non souscrites par l'exercice à titre irréductible et le cas échéant à titre réductible des DPS – Dans l'hypothèse où les souscriptions d'Actions Nouvelles n'atteindraient pas l'intégralité de l'émission, le conseil d'administration pourra faire usage en tout ou partie des facultés que lui reconnaît l'article L. 225-134 du code de commerce et dans l'ordre qu'il déterminera.

Ainsi à l'issue de la période de souscription, le conseil d'administration utilisant la délégation qui lui a été conférée lors de l'assemblée générale du 26 juin 2025 dans sa 11^{ème} résolution, se réunira pour constater le montant de l'augmentation de capital qui n'aura pas été souscrit à titre irréductible et le cas échéant à titre réductible. Il aura alors toute liberté pour procéder à la répartition des actions restant à souscrire de manière discrétionnaire entre les investisseurs qui se seront manifestés conformément aux dispositions de l'article L 225-134 du code de commerce.

Limitation du montant de l'augmentation de capital – Conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce et aux termes de la 11^{ème} résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société du 26 juin 2025 et de la décision du conseil d'administration du 22 octobre 2025, si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra, (i) soit limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues dans le cas où celles-ci représenteraient au moins les trois quarts de l'augmentation de capital décidée, (ii) soit répartir librement, à sa seule discrétion, tout ou partie des titres non souscrits, notamment au profit des personnes (actionnaires ou non) qui se sont manifestées pour souscrire à titre libre.

Ces facultés peuvent être utilisées alternativement ou cumulativement.

Toutefois, la Société a reçu des engagements de souscription ainsi que des engagements de souscription à titre de garantie, pour un montant total de 5 920 000 euros, soit 75,5% du montant de l'Augmentation de Capital (supérieur au seuil requis par l'article L. 225-134 du code de commerce) (cf. paragraphe Engagement de souscription).

Intermédiaire habilité – Versements des souscriptions – Les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits sous la forme nominative administrée ou au porteur, seront reçus jusqu'à la date de clôture de la période de souscription incluse auprès de leur intermédiaire habilité agissant en leur nom et pour leur compte.

Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus sans frais jusqu'à la date de clôture de la période de souscription incluse auprès de UPTEVIA - 90110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.

Les Actions Nouvelles seront à libérer intégralement lors de leur souscription, par versement en espèces et/ou par compensation de créances pour la totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission, étant précisé que le montant de la prime d'émission versée sera inscrit au passif du bilan dans un compte spécial « Prime d'émission » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez UPTEVIA - 90-110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions Nouvelles.

Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

La date prévue pour la livraison des Actions Nouvelles est le 17 novembre 2025.

Restrictions de placement – La vente des Actions Nouvelles et des DPS peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique.

Garantie – La présente émission ne fait pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

Engagements de souscription – Aux termes d'engagements de souscription signés le 22 octobre 2025, la Société a reçu des engagements irrévocables de souscription à l'augmentation de capital à hauteur d'un montant total de 70 000 euros représentant 0,89 % de l'augmentation de capital dans les proportions ci-dessous :

Nom	Engagements de souscription
Montpensier-Arbevel	50 000 €
Mathieu Charvériat	10 000 €
Christine Placet	10 000 €
Total	70 000 €

La Société n'a pas connaissance des intentions de ses autres actionnaires.

Autres engagements

La Société a par ailleurs reçu des engagements au titre de garantie pour un montant total de 5 850 000 euros de la part d'investisseurs tiers (les « Garants »). Le détail des Garants figure dans le tableau ci-dessous :

Nom	Engagements de garantie
Fonds gérés par Odyssée Venture	3 500 000 €
Market Wizards B.V.	500 000 €
TreeCap B.V.	450 000 €
Gestys	400 000 €
Friedland Gestion	350 000 €
Maitice Gestion	250 000 €
Multi stratégies SA - SICAV RAIF	150 000 €
Auriga Partners	100 000 €
Allia-Tech Asset Management	100 000 €
Samuel Fisher	50 000 €
Total	5 850 000 €

Ces engagements seront déclenchés dans le cas où le montant total de souscription des Actions Nouvelles (souscriptions à titre irréductible et réductible et les souscriptions à titre libre) représenterait moins de 100% de l'Augmentation de capital et pour un montant total nécessaire permettant d'atteindre 100% de l'Augmentation de Capital.

Tous les garants seront rémunérés par une commission d'un montant égal à 10% du montant de leur engagement de souscription à titre de garantie, indépendamment du nombre d'actions qui leur seront allouées.

Au total, les engagements de souscription et les engagements de souscription à titre de garantie représentent 5 920 000 euros soit 75,5% de l'Augmentation de Capital.

En conséquence, le seuil de réalisation de 75% de l'augmentation de capital prévu à l'article L. 225-134 du code de commerce sera atteint.

Nature et forme des actions – Les Actions Nouvelles à provenir de la présente émission, sont des actions ordinaires de la Société de même catégorie que les actions existantes.

Les Actions Nouvelles entièrement libérées seront nominatives ou au porteur, au choix de leur titulaire, sous réserve de la législation en vigueur et des statuts de la Société.

Jouissance – Les Actions Nouvelles porteront jouissance courante et seront assimilables aux actions existantes de la Société, donnant droit à toutes les distributions éventuelles décidées par la Société à compter de cette date.

Place et date de cotation – Les Actions Nouvelles provenant de l'Augmentation de Capital feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris. Leur cotation ne pourra toutefois intervenir qu'après établissement du certificat de dépôt du dépositaire.

Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société déjà négociées sur le marché Euronext Growth Paris et négociables, à compter de cette date, sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN : FR0013286259 – MNEMO : ALTHX.

Selon le calendrier indicatif de l'Augmentation de capital, la date de livraison prévue des Actions Nouvelles est prévue le 17 novembre 2025.

Tribunaux compétents – Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

Le directeur général
Mathieu Charveriat

THERNEXUS SA
Bilan au 31/12/2024

BILAN ACTIF présenté en euros

	au 31/12/2024 (12 mois)			au 31/12/2023 (12 mois)
	Brut	Amort. Dépréci.	Net	Net
IMMOBILISATIONS				
Frais d'établissement				
Recherche et développement				
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	1 381 501	(379 272)	1 002 229	1 053 203
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel & outillage industriels	782 361	(778 890)	3 472	5 792
Autres immobilisations corporelles	53 917	(39 817)	14 100	24 306
Immobilisations en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Avances & acomptes				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	63 911	(5 490)	58 421	75 077
Prêts				
Autres immobilisations financières	79 751		79 751	112 213
ACTIF IMMOBILISE	2 361 441	(1 203 469)	1 157 972	1 270 591
Avances & acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Clients et comptes rattachés				
Fournisseurs débiteurs	553 867		553 867	4 753
Personnel	6 711		6 711	
Organismes sociaux	7 866		7 866	6 004
Etat, impôts sur les bénéfices	754 456		754 456	784 569
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	183 514		183 514	84 562
Autres	13 621		13 621	26 894
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	252 276		252 276	3 705 868
Disponibilités	714 313		714 313	1 198 866
Charges constatées d'avance	95 001		95 001	155 628
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
ACTIF CIRCULANT	2 581 624		2 581 624	5 967 144
TOTAL GENERAL	4 943 066	(1 203 469)	3 739 597	7 237 735

BILAN PASSIF présenté en euros

	au 31/12/2024 (12 mois)	au 31/12/2023 (12 mois)
Capital social ou individuel	2 134 137	1 939 681
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	143 039	4 021 298
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	(2 806 654)	
Résultat de l'exercice	(1 765 156)	(6 827 952)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	(2 294 634)	(866 973)
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	637 721	3 088 521
AUTRES FONDS PROPRES	637 721	3 088 521
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-	-
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles	62 505	
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 720 632	2 415 137
Emprunts et dettes financières diverses	1 088 102	1 227 884
Associés		
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 945 115	1 126 098
Personnel	267 686	72 490
Organismes sociaux	240 821	144 494
Etat, impôts sur les bénéfices		
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	62 694	5 245
Etat, obligations cautionnées		
Autres impôts, taxes et assimilés	8 955	24 841
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	5 396 510	5 016 189
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	3 739 597	7 237 737